

aujourd'hui en renégociation. Une renégociation des rapports entre universalisme et communautarisme qui touche aussi bien la recherche d'une définition « ouverte » de la laïcité que l'introduction des langues et des cultures régionales dans le curriculum national. Cette évolution pose plusieurs problèmes. Tout d'abord, si l'école ne constitue qu'une mise en forme parmi d'autres du projet d'éducation, qu'est-ce qui justifie le découpage d'un secteur spécifique ? La problématique générale de la socialisation ne pourrait-elle suffire ? Elle appelle aussi à repenser les rapports de la sociologie avec l'anthropologie qui étudie d'une autre manière les procédures de transmission culturelle entre les générations.

5. La sociologie de l'éducation face à la mondialisation

Ce titre recouvre au moins deux tâches. Tout d'abord mettre en évidence le gouvernement par les normes que les organisations internationales sont en train d'imposer. Ensuite, s'interroger sur les limites de cette rhétorique. Les mêmes « mots-valises » (décentralisation, gouvernance, portefeuille de compétences, formation tout au long de la vie, etc.) circulent d'un pays à l'autre. Comment sont-ils interprétés en fonction des contextes locaux et des traditions nationales ? Quelles réalités recouvrent l'impression d'uniformisation qu'elle produit ? Quelles sont les réactions des pays du Sud ?

Actes

Après les tables rondes, les responsables seront invités à reprendre leur texte initial en fonction du débat qu'il a suscité. Les actes seront publiés dans deux numéros spéciaux de la revue *Éducation et Sociétés*.

Comité scientifique :

Kathryn Anderson-Levitt, University of Michigan Dearborn (États-Unis d'Amérique)
Jean-Michel Berthelot, Sorbonne-Université Paris IV (France)
Norberto Bottani, Directeur du Service de Recherche en Éducation, Genève, (Confédération Helvétique)
Jean-Émile Charlier, Facultés Universitaires Catholiques à Mons (Belgique)
Jean-Louis Derouet, INRP/UMR Éducation & Politiques, Lyon (France)
Marie-Claude Derouet-Besson, INRP/UMR Éducation & Politiques, Lyon (France)
Jacqueline Gautherin, Université Lumière-Lyon II/UMR Éducation & Politiques (France)
Monique Hirschhorn, Université René Descartes-Paris V (France)
Walo Hutmacher, Université de Genève (Confédération Helvétique)
Alain Kerlan, Université Lumière-Lyon II/UMR Éducation & Politiques (France)
Claude Lessard, Université de Montréal, Québec (Canada)
Saïda Dorra Mahfoudh-Draoui, Université de Tunis I (Tunisie)
André Nyamba, Université de Ouagadougou (Burkina-Faso)
André Petitat, Université de Lausanne (Confédération Helvétique)
Céline Saint-Pierre, Chaire Fernand Dumont, Québec (Canada)
Régine Sirota, INRP et CERLIS/Université René Descartes-Paris V (France)
Claude Trottier, Université Laval, Québec (Canada)
Anne Van Haecht, Université Libre de Bruxelles (Belgique)
Agnès van Zanten, Observatoire du Changement Social, CNRS-IEP, Paris (France)

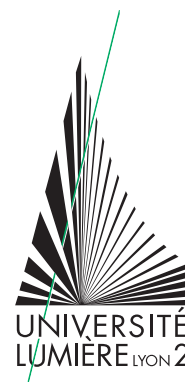


Colloque international *Éducation et Sociétés* La sociologie de l'éducation à l'épreuve des changements sociaux : réflexions prospectives

13 & 14 avril 2004

Université Lumière-Lyon 2
Campus « Berges du Rhône »
16, quai Claude Bernard, Lyon 7^e

Conception et réalisation : Vincent Charbonnier, INRP/UMR Éducation et Politiques [educpol@inrp.fr]



Éducation Politiques

Unité Mixte de Recherche

INRP

Le comité « Modes et procès de socialisation » constitue un lieu de débat où se rencontrent les différentes tendances de la sociologie de l'éducation de langue française et où elles confrontent leurs problématiques et leurs résultats à ceux des autres espaces linguistiques. Depuis le colloque qui s'est tenu à Toulouse en 1983 « *Pour un bilan de la sociologie de l'éducation* », il a régulièrement organisé des rencontres qui tiennent à jour l'analyse de la conjoncture.

Le colloque prévu à Lyon les 13 et 14 avril 2004 revêt une importance particulière dans la mesure où les vingt dernières années ont connu une évolution parallèle de la place de l'institution scolaire dans la société et de la place de la sociologie de l'éducation dans la sociologie générale. Les sociétés reviennent sur ce qu'elles estiment être les illusions des années soixante et soixante-dix comme l'égalité des chances. Les individus n'acceptent plus l'autorité des institutions et en particulier de l'école. Ils ont tendance à les utiliser comme des services et dans ce cas l'école constitue un service parmi d'autres. L'objectif de la formation tout au long de la vie porté par les organisations internationales remet en cause le partage entre le temps des études et celui de la production. Enfin le secteur de l'éducation et de la formation est touché par une mondialisation qui y introduit les principes du nouvel esprit du capitalisme : un fonctionnement en réseau, une régulation par gouvernance, l'établissement de normes de qualité, etc. C'est un nouveau programme de socialisation qui s'esquisse, même si l'ancien programme fondé sur le principe du service public et l'idéal de l'égalité des chances reste bien présent.

Le colloque se donne pour but d'examiner ces évolutions, d'en dresser le bilan et de dégager quelques lignes prospectives : quelle nouvelle sociologie pour rendre compte de la mise en œuvre de ce nouveau programme d'éducation et de formation ? Quel position-

nement critique pour analyser le débat entre les deux modèles qui se chevauchent ? Il s'agit donc d'un colloque restreint, qui doit permettre une discussion de travail. Il sera néanmoins ouvert à un public extérieur, en particulier le public attendu pour la 7^e *Biennale pour l'éducation et la formation* qui se déroule au même moment (14-17 avril 2004).

Son organisation repose sur une série de tables rondes. Celles-ci sont préparées par un ou deux intervenants qui diffusent un texte à l'avance. Il ne s'agit pas d'une analyse exhaustive de la conjoncture mais d'un document de travail. Ce que les anglo-saxons appellent un *position paper* : l'énoncé de quelques thèses à mettre en débat. Ce texte est d'abord discuté par quelques collègues puis par l'ensemble des participants.

La réflexion s'organise à partir de cinq grandes questions.

1. La place et le rôle de la sociologie de l'éducation dans l'évolution de la sociologie générale depuis vingt ans : l'institution scolaire dans une société d'individus

Le colloque ne reviendra pas sur la question de la légitimité d'une sociologie sectorielle. La sociologie de l'éducation est partie intégrante de la sociologie générale et l'identité de son objet est toujours relative. Le colloque se concentrera sur les interrogations nouvelles que fait surgir l'évolution de la société. Il y a un parallélisme entre les questions « Quelle place pour la sociologie de l'éducation dans la sociologie générale ? » et « Que devient l'institution scolaire dans une société d'individus ? » Si la sociologie de l'éducation a constitué un secteur pilote dans les années soixante et soixante-dix où l'école était vue comme un des instruments essentiels du partage des bénéfices de la croissance, sa position s'est affaiblie en même temps que celle de l'institution scolaire dans la société. Une réflexion est nécessaire qui

tire les leçons de cet ensemble et tente de définir une nouvelle position.

2. Débats épistémologiques et méthodologiques

Les vrais débats sont-ils théoriques ? Ne sont-ils pas méthodologiques ? Comment les sociologues prouvent-ils ce qu'ils disent ? Sur quels matériaux empiriques s'appuient-ils ? Comment les recueillent-ils ? Comment les traitent-ils ?

Ce débat sera envisagé à partir de trois angles.

a) un meilleur équipement des méthodes ethnographiques. L'intérêt pour le local, la découverte de la pluralité des logiques d'action sociales et l'importance du sens que les personnes investissent dans leur action ont amené le développement de méthodes douces : entretiens non-directifs, observation de situation sans grille préalable, etc. Ces approches ont certes approfondi notre connaissance du social, mais elles introduisent une part de subjectivité qui n'est pas toujours contrôlée. Il est nécessaire de mieux armer ces approches pour les faire entrer dans les cadres habituels de l'administration de la preuve.

b) la diversification des modes d'accès à la généralité. Il est acquis que la statistique ne détient pas le monopole de l'accès à la généralité. Une forte critique de la raison statistique s'est même développée depuis quelques années. En même temps les méthodes ethnographiques cherchent les moyens de dépasser la simple accumulation des études de cas en utilisant les nouvelles techniques de traitement des données. Quel est l'état des savoirs ? Quelles sont les perspectives ?

c) Comment repositionner le projet sociologique et sa dimension critique dans des sociétés qui ont intégré les résultats des sciences sociales des années soixante et soixante-dix ?

La sociologie de l'éducation a joué un rôle pilote dans la période qui mettait au premier

plan la fonction critique. Aujourd'hui elle est d'autant plus touchée par la crise de la critique que beaucoup de ses résultats et de ses méthodes sont passés dans les modes de régulation du nouveau management public et dans les indicateurs de pilotage de l'administration. Comment retrouver l'extériorité du regard sociologique par rapport à un monde ordinaire qui a récupéré une partie de ses apports ?

3. La fin du grand renfermement : une recomposition de champ entre l'éducation et le travail

Les Lumières ont établi une séparation entre le temps des études et celui de la production. Les rapports de cette séparation avec les autres « grands renfermements » qui ont permis l'installation de la raison classique sont bien connus. Elle a donc aussi été au centre des critiques des années soixante et soixante-dix. Aujourd'hui, le mot d'ordre de formation tout au long de la vie porté par les organisations internationales marque la fin de cette séparation. Au-delà de l'alternance s'esquisse le projet d'organisations apprenantes qui cumuleraient les deux fonctions. Et cette conception a d'évidentes conséquences sur les contenus enseignés. Le débat social est vif. Quelle position la sociologie doit-elle construire pour en rendre compte ? Quelle recomposition de champ cette démarche implique-t-elle entre la sociologie du travail, la sociologie de l'éducation, la sociologie politique, l'économie, etc ?

4. La fin du grand renfermement : une recomposition de champ entre la culture scolaire et les cultures sociales

Chaque programme de socialisation implique une grille qui sélectionne parmi les savoirs sociaux ceux qui sont du domaine de l'école et ceux qui relèvent des familles, des Églises, des communautés, etc. Cette grille est

Mardi 13 avril 2004

9h30 – 10h, Accueil

Emmanuel Fraisse, Directeur de l'INRP et Gilbert Puech, Président de l'Université Lumière-Lyon 2

10h – 10h30

La place et les enjeux du colloque dans la vie du comité « Modes et Procès de Socialisation »

Intervenant : Jean-Louis Derouet

10h30 – 12h30, Table ronde

Les évolutions parallèles du projet d'éducation de la société et de la place de la sociologie de l'éducation à l'intérieur de la sociologie générale depuis vingt ans

Intervenant : François Dubet

Discutants : Yves Grafmeyer, Monique Hirschhorn, Claude Javeau et Céline Saint-Pierre

14h30 – 17h, Débats épistémologiques et méthodologiques

Un meilleur équipement des méthodes « ethnographiques » : Jean-Paul Payet, Régine Sirota, Philippe Vienne et Agnès van Zanten

La diversification des modes d'accès à la généralité : Alain Desrosières, Francis Kramarz et Romuald Normand

Reconstruire un positionnement critique : Marie-Claude Derouet-Besson, Danilo Martucelli et Anne Van Haecht.

17h30 – 20h, Vie du Comité « Modes et Procès de Socialisation » :

Présentation du site internet du Comité « Modes et Procès de Socialisation »

Présentation de la revue *Éducation et Sociétés : revue internationale de sociologie de l'éducation*

Projets du Comité « Modes et Procès de Socialisation »

Mercredi 14 avril 2004

9h – 10h30, Table ronde

La fin du grand renfermement : une recomposition de champ entre l'éducation et le travail

Intervenants : Lucie Tanguy et Claude Trottier

Discutants : Jean-François Germe et Frédéric Moens

11h – 12h30

La fin du grand renfermement : une recomposition de champ entre la culture scolaire et les cultures sociales

Intervenants : Jacqueline Gautherin, Bernard Lahire et André Petitat

Discutants : Jean-Claude Forquin et Alain Kerlan

14h30 – 16h, Table ronde

La sociologie de l'éducation et de la formation face à la mondialisation

Intervenants : Walo Hutmacher et André Nyamba

Discutants : Jean-Émile Charlier et Saïda Dorra Mahfoudh-Draoui

16h – 17h30, Conclusion

Jean Louis Derouet et Anne Van Haecht

Contact :

Vincent Charbonnier

Unité Mixte de Recherche « Éducation & Politiques »

Institut National de Recherche Pédagogique • Université Lumière-Lyon 2
5, impasse Catelin (Annexe du collège J. Monnet) 69002 Lyon, France
t. (33) 04 78 38 07 99 • f. (33) 04 78 38 04 33 • charbonnier@inrp.fr